



OPEN DIALOG FOUNDATION

Open Dialog Foundation, 11a Szucha Avenue, office 21, 00-580 Warsaw, Poland

Tel. +48 22 307 11 22

www.odfoundation.eu

Varsovie, 03.03.2014

LA FÉDÉRATION DE RUSSIE A COMMENCÉ LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Le 01.03.2014 la Russie a officiellement déclaré l'intervention des troupes en Ukraine. La fausse information concernant « les citoyens russes tués en Crimée » a servi de prétexte. Les forces militaires russes effectuent un ensemble d'actions qui prévoient des provocations en Crimée et en Ukraine de l'Est afin de déstabiliser la situation en Ukraine. L'armée de l'Ukraine a été mise en état d'alerte.

Le 01.03.2014 vers 17.00 le Conseil de Fédération a validé à l'unanimité la motion de Vladimir Poutine sur « l'utilisation de l'armée russe sur le territoire de l'Ukraine jusqu'à la normalisation de la situation sociale et politique dans ce pays », le vote a été suivi d'applaudissements. Cette décision a été prise « En raison de la situation extraordinaire, qui a été établie en Ukraine, où la vie des citoyens de la Fédération de Russie (RF) est menacée, celle de nos compatriotes, et des effectifs des troupes militaires de l'Armée de la Fédération de Russie... »¹.

En réalité l'opération militaire russe en Ukraine a commencé avant la déclaration officielle de l'intervention des troupes. Le 28.02.2014 la Russie a commencé à vérifier la capacité combative des régions militaires Occidentale et Centrale ce qui fait 150.000 soldats, 80 navires, 90 avions, environ 1000 chars. Ce jour-là 10 voitures de transport blindées russes ont pris la route pour Simferopol, alors que près de 10 hélicoptères militaires ont atterri à Sébastopol². A partir du 27.02.2014 a commencé la prise en main des principaux réseaux de communication, des sites militaires et administratifs de l'Autonomie de la Crimée.

1. LES TROUPES RUSSES EFFECTUENT DES OPÉRATIONS DE REPRISE DE CIBLES STRATÉGIQUES

1.1. Les troupes russes essaient de bloquer et désarmer les divisions de l'armée ukrainienne en Crimée. Les militaires ukrainiens refusent de se rendre mais ne provoquent pas de conflit armé.

A la date du 02.03.2014 les militaires russes se sont présentés à toutes les unités militaires ukrainiennes de troupes internes en Crimée et ont déclaré qu'ils les protégeraient contre « les extrémistes ». Le commandement et les soldats des unités militaires ukrainiennes ont répondu qu'ils n'avaient pas besoin d'une telle protection et, dans le cas d'une ingérence sur leur territoire, ils agiraient suivant le Règlement Militaire³.

Dès le 28.02.2014 les militaires russes ont commencé à bloquer le Régiment de la Marine de Sébastopol. Les habitants ont fait un bouclier de leur corps entre les militaires ukrainiens et russes pour ne pas permettre le carnage. Ce jour-là, des personnes armées ont coupé l'électricité dans l'état-major de la Marine de l'Ukraine à Sébastopol⁴.

Le 02.03.2014 les troupes russes ont commencé l'assaut du détachement №39 de la Marine de l'Ukraine à Sébastopol. Un camion KamAZ chargé de militaires a fait irruption sur le territoire du

¹ <http://itar-tass.com/politika/1013802>

² D'après UNIAN - <http://www.unian.ua/>

³ https://www.facebook.com/arsen.avakov.1/posts/598490606907716?stream_ref=10

⁴ D'après les documents de unian.ua, pravda.com.ua

détachement ; cependant, un transporteur blindé (BTR) lui a coupé la route. Les militaires russes ont été obligés de rentrer à pied⁵. Le jour même les militaires russes ont bloqué la brigade №36 de l'Armée de l'Ukraine dans le bourg Perevalnoye et l'unité militaire A-0669 à Kerch également. Les soldats ukrainiens ont déclaré qu'ils les combattraient à mort⁶. Les militaires russes armés de mitrailleuses ont pris l'unité militaire №2382 à Balaklav. Les soldats ukrainiens ont défendu leur unité avec des matraques et des boucliers. Dans la nuit les militaires russes ont mis les soldats à terre, et les ont roué de coups de pied⁷. Également le 02.03.2014 a eu lieu l'assaut de l'état-major du détachement frontalier de Simferopol et de la direction régionale Azovo-Tchernomorskoye. Les militaires russes ont détruit des moyens de communication. Les gardes-frontières ukrainiens ne les ont pas laissés s'emparer de leurs armes⁸. Le Service Frontalier d'état de l'Ukraine signale que des commandos russes se servent de la force physique, font des menaces armées et «mettent en demeure d'obéir au nouveau pouvoir de la République Autonome (RA) de la Crimée »⁹.

1.2. Les militaires de la Fédération de Russie prennent sous leur contrôle les établissements et les communications les plus importants de la République Autonome (RA) de la Crimée.

Les militaires contrôlent le bâtiment du Parlement et du gouvernement de la Crimée, et également les rues adjacentes. Les troupes russes ont pris l'aéroport « Belbek » de Sébastopol et l'aérodrome militaire Kirovskiy. L'aéroport de Simferopol est cerné de soldats. Le travail de l'entreprise d'état aérien « Krymaerorukh », qui assure la navigation dans la péninsule, est interrompu¹⁰. Les points de contrôle de sécurité armés se tiennent aux entrées en Crimée. Le 28.02.2014 des personnes armées non identifiées ont saisi le bâtiment de la chaîne de télévision et de radio « Crimée ». Ce jour-là a commencé le blocage de plusieurs centres de transmission de la société « Ukrtelekom », qui assure la connexion téléphonique et Internet. Le 01.03.2014 des personnes inconnues en uniforme militaire ont de nouveau bloqué quelques centres de transmission¹¹.

2. GUERRE DE L'INFORMATION ET PROVOCATIONS DE LA PART DE LA RUSSIE AFIN DE LÉGITIMER L'INTERVENTION MILITAIRE

2.1. Le mythe « des extrémistes », qui menacent soi-disant les habitants russophones, est le prétexte de l'intervention militaire.

Les déclarations de la diplomatie russe au sujet des soi-disant «extrémistes » et des « nationalistes » qui viennent de Kiev et d'autres régions, et essayent de rentrer dans la péninsule de la Crimée servent de prétexte pour « la protection » des sites stratégiques effectuée par les troupes russes. Par exemple, le 01.03.2014 le Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie a déclaré « la provocation perfide » des personnes armées non-identifiées, qui ont soi-disant essayé de prendre les bâtiments du Ministère des Affaires Étrangères de la Crimée. Cependant, la police de la Crimée a déclaré que « cette information ne correspond absolument pas à la réalité ». Le 02.03.2014 le Ministre des Affaires Intérieures de l'Ukraine Arsene Avakov a énoncé : « *Sur le territoire de la Crimée il n'y a pas de troupe de l'armée ukrainienne ou du MVD (ministère des affaires intérieures) menaçant les citoyens de la Fédération de Russie » ou « la population*

⁵ <http://www.pravda.com.ua/news/2014/03/2/7017105/>

⁶ <http://investigator.org.ua/news/120529/print/>

⁷ http://espreso.tv/new/2014/03/03/ukrayinskyj_oficer_v_balaklavi_nashykh_poklaly_na_pidlohu_i_kopaly_yak_koshenyat

⁸ http://dpsu.gov.ua/ua/about/news/news_3412.htm

⁹ http://dpsu.gov.ua/ua/about/news/news_3414.htm

¹⁰ <http://www.radiosvoboda.org/content/article/25280143.html>

¹¹ <http://www.ukrtelecom.ua/presscenter/news/official?id=120389>

russophone ». Il n'y a pas non plus de détachement d'autodéfense de Maydan, qui serait arrivé de Kiev. La source et les inspirateurs de la déstabilisation en Crimée se trouvent en Russie »¹².

Le président du Conseil de la Fédération de Russie Valentina Matviyenko a déclaré qu'en Crimée soit-disant il y a « **des victimes parmi les citoyens de Russie** » ; **cependant, le speaker du Parlement de la Crimée Vladimir Constantinov a signalé qu'il n'en savait rien**¹³. La chaîne de télévision russe « Vesti » a passé une vidéo, où des « extrémistes » inconnus ont tiré à proximité du bâtiment du gouvernement de la Crimée, par conséquent, comme ils disent, « il y a des journalistes qui ont été touchés, mais personne n'est blessé gravement ». Il est à remarquer que, « les extrémistes » sont descendus des bus immatriculés en Crimée et qu'ils avaient des armes appartenant aux militaires russes. La chaîne d'opposition russe « Dojd' » a signalé que suivant les douilles, les personnes non identifiées avaient tiré avec des cartouches à blanc. Ainsi, il y a toutes les raisons de croire que **les autorités russes ont simulé l'attaque armée contre le bâtiment du gouvernement** pour justifier leurs déclarations au sujet de la « menace extrémiste »¹⁴.

2.2. En recourant à la force, la Fédération de Russie crée dans la péninsule des organes de pouvoir totalement contrôlables et loyaux.

Les administrations locales de l'Autonomie contrôlés par la Russie ne reconnaissent pas la légitimité du pouvoir central à Kiev. D'après le représentant du président en RA de la Crimée Sergey Kunitsyn, le premier ministre illégitime de la Crimée Sergey lui a fait remarquer dans un entretien que « *prenant en considération tout ce qui se passe ici, les chefs de la Crimée ne décident pas de tout, loin de là* »¹⁵. Le 01.03.2014 **le premier ministre illégitime de la RA de la Crimée Sergey Aksenov, a provisoirement mis sous son contrôle toutes les structures de force locales**^{16, 17}. Le premier ministre autoproclamé a déclaré que la direction des structures des forces nommée par Kiev « n'a pas été coordonnée avec l'Autonomie de Crimée et de ce fait ne peut pas contrôler la situation en Crimée ». Outre cela, **Sergey Aksenov a adressé à Vladimir Poutine la demande d'« aide pour maintenir la paix et le calme sur le territoire de la République Autonome de la Crimée »**. Le 01.03.2014 Sergey Aksenov a décidé de précipiter le référendum au sujet du statut de l'Autonomie de la Crimée et de faire avancer la date du référendum qui aura dû avoir lieu le 25.05.2014 au 30.03.2014¹⁸. On pourrait supposer que les troupes russes sont là entre autre pour assurer un résultat souhaitable du référendum. Les autorités centrales à Kiev déclarent la nomination d'Aksenov illégale, et le référendum illégitime.

Le Ministre des Affaires Intérieures de l'Ukraine a déclaré que **les émissaires de la Fédération de Russie proposent aux officiers ukrainiens en Crimée d'obtenir immédiatement la citoyenneté russe**, mais reçoivent la réponse négative. Le 28.02.2014 le Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie a ordonné au Consulat à Simferopol de prendre des mesures immédiates pour livrer des passeports russes aux militaires de « Berkut »¹⁹. Le Consulat à Simferopol n'exclut pas

¹² https://www.facebook.com/arsen.avakov.1/posts/598490606907716?stream_ref=10

¹³ <http://interfax.com.ua/news/general/193810.html>

¹⁴ <http://www.pravda.com.ua/news/2014/03/2/7017125/>

¹⁵ <http://www.unian.ua/politics/891707-postiyne-predstavnitstvo-prezidenta-v-krimu-zahopleno-kunitsin.html>

¹⁶ Le 27.02.2014 le Parlement de la Crimée, des mitraillettes sur la nuque, a nommé le leader du Parti « Union russe » Sergey Aksenov au poste de Premier ministre de l'Autonomie de la Crimée.

¹⁷ La réputation de Sergey Aksenov est assez douteuse. Suivant certaines informations, dans les années 90 il était à la tête d'un groupe criminel et maintenant il serait toujours en relation avec les criminels de la péninsule. - <http://www.nr2.ru/moskow/236559.html>

¹⁸ <http://rian.com.ua/politics/20140301/340397798.html>

¹⁹ C'est le 26.02.2014 que le Ministre des Affaires Intérieures a pris la décision de la notation des membres de l'unité spéciale « Berkut » et de former à sa base une autre unité absolument différente. Les commandos de « Berkut » ont outrepassé les forces nécessaires par rapport aux journalistes et opposants pendant les manifestations antigouvernementales en Ukraine.

qu'ils puissent délivrer des passeports russes non seulement aux membres de «Berkut», mais également à d'autres citoyens de l'Ukraine²⁰.

En outre, **la Russie octroie l'asile à Yanukovych en fuite d'Ukraine, ce qui peut être utilisé pour légitimer d'avantage l'intervention militaire.** Actuellement les autorités russes considèrent Yanukovych, accusé d'assassinats de masse, comme le président légitime, et s'en servent de prétexte pour « la protection » d'intérêts des régions du Sud et de l'Est contre les nouvelles autorités soi-disant « illégitimes ». Le 28.02.2014 pendant la conférence de presse à Rostov-Sur-le-Don, à la question sur le rôle de la Russie dans les événements en Ukraine Victor Yanukovych a répondu : « *Connaissant la nature de Vladimir Vladimirovich Poutine, je suis étonné, pourquoi il ne s'est pas encore exprimé* »²¹. Il est très significatif que le lendemain de la conférence de presse, la Russie a officiellement déclaré l'envoi de troupes en Ukraine, et Yanukovych « a soutenu cette décision ».

2.3. Provocations séparatistes dans les régions de l'Est de la part des activistes pro-russes.

Le 01.03.2014 les manifestants pro-russes prenaient d'assaut les administrations locales dans certaines régions. **Les assauts ont suivi à peu près le même scénario.** Le 01.03.2014 à Kharkov les opposants pro-russes ont saisi l'administration locale, où s'étaient barricadés les défenseurs d'Euromaydan. Ils battaient violemment les défenseurs d'Euromaydan et les mettaient publiquement à genoux, 97 personnes ont été blessées. Un des opposants, citoyen de la Russie, a dressé le drapeau russe au-dessus du bâtiment de l'administration.²² Le député Vitaliy Danilov affirme qu'environ 2000 Russes sont arrivés à Kharkov de la région de Belgorod, ils « ne prononçaient pas de slogans politiques, leur seul objectif était de provoquer des affrontements»²³.

Le 01.03.2014 des manifestants pro-russes à Donetsk ont dressé aussi un drapeau russe au-dessus du bâtiment de l'administration locale et ont déclaré qu'ils n'obéissaient pas au nouveau chef de l'administration de Donetsk Andrey Shishatskiy. Le service de presse de l'administration a fait savoir que parmi les manifestants il y avait **environ 70 personnes très actives, qui provoquaient constamment la foule, et que c'étaient des citoyens de Russie arrivant dans la région**²⁴. Le conseil municipal a énoncé qu'il était nécessaire de faire un référendum au sujet de l'avenir de la région. A Lugansk les manifestants, des drapeaux russes à la main, ont bloqué les députés du Conseil Régional de Lugansk, les forçant à déclarer l'illégitimité des autorités centrales et à envisager de « demander de l'aide en Russie». Le 01.03.2014 au cours du meeting du parti communiste à Mariupol un groupe de manifestants est rentré dans le bâtiment de l'administration et a mis un drapeau russe sur le mat au drapeau.

En ce moment on est en train de vérifier l'information suivant laquelle certains gardes-frontières auraient contribué à faire venir des citoyens russes aux manifestations en Ukraine pour une récompense. Compte tenu des menaces désignées ci-dessus, le Vice Premier Ministre Anatoly Yarema a déclaré que le gouvernement ukrainien examinait la possibilité de fermer la frontière avec la Russie et de renforcer le contrôle du passage de la frontière.

²⁰ <http://www.unian.ua/politics/891470-ne-viklyucheno-scho-rosiyski-pasporti-zmojut-otrimati-ne-tilki-kolishni-berkutivtsi-genkonsul-rf.html>

²¹ <https://www.youtube.com/watch?v=GkFyw6AtEUg>

²² <http://www.unian.ua/politics/891684-rosiyskiy-prapor-na-harkivsku-oda-povisiv-moskvich.html>

²³ http://espreso.tv/new/2014/03/02/biyku_v_kharkovi_vlashtuvaly_rosiyany_z_bilhoroda

²⁴ <http://www.unian.ua/politics/891603-u-donetsku-na-mitingu-vimagali-vidstavki-gubernatora-prijidji-rosiyani.html>

3. LA RUSSIE VIOLE OUVERTEMENT LE DROIT INTERNATIONAL ET SES OBLIGATIONS.

3.1. La Russie est devenue pays agresseur, bien qu'elle soit censé être le garant de la sécurité en Ukraine.

Selon l'article 10, dispositif 2_1 de la loi de la Défense de la Fédération de Russie, la Russie peut utiliser ses forces militaires dans un autre pays dans le but de « défendre les citoyens de la Fédération de Russie au-delà des frontières de la Fédération de Russie contre une attaque armée ». La Russie n'a présenté aucune preuve que quelque chose menace les citoyens russes en Crimée. D'autant plus qu'on n'a effectué aucune enquête avec la participation des organes judiciaires ukrainiens, des tribunaux, des médiateurs russes et occidentaux. Par conséquent il n'y a aucune raison légale et politique à l'intervention des troupes russes en Ukraine. Par contre, **à cause de ses opérations militaires et les radicaux, la Russie elle-même peut provoquer l'escalade de la situation (par exemple, l'assassinat des citoyens ou des fonctionnaires russes)**. Pour le moment les autorités ukrainiennes considèrent que seules des négociations diplomatiques et la médiation internationale pourraient régler le conflit. Les militaires ukrainiens font preuve de sang froid et jusqu'ici défendent leurs positions sans tirs. **Mais attention, si le sang coule, la situation peut devenir incontrôlable et se développer sur les scénarios d'Abhazia et d'Ossetia**, ce qui peut provoquer une guerre civile, le chaos et l'annexion d'une partie du territoire.

Par ses actions la Fédération de Russie a impunément violé un certain nombre de droits et des accords internationaux :

- *Mémorandum de Budapest des garanties de sécurité en rapport à l'adhésion de l'Ukraine au Traité de non-prolifération nucléaire.* Selon le Mémorandum, la Russie est obligée de s'abstenir de la menace militaire contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de ne jamais utiliser ses armes contre l'Ukraine. Cependant, le 01.03.2014 la Russie a refusé des entretiens avec l'Ukraine dans le cadre du Mémorandum.
- *Accord entre l'Ukraine et la Fédération de Russie au sujet du statut et les conditions du séjour de la flotte de la Mer Noire de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine.* La Russie a dépassé le nombre de forces militaires, qui ont le droit de rester sur le territoire de l'Ukraine, il a déplacé ses forces au-delà des limites de la dislocation prévue et a violé le contrôle frontalier et la circulation des troupes. Ces infractions, aussi bien que l'intervention dans les affaires intérieures de l'Ukraine et le manque de respect à sa souveraineté, sont en contradiction avec les articles 4, 6, 8, 11, 12, 13, 15 de l'Accord de la flotte de la Mer Noire.
- *Convention de l'amitié, de la collaboration et du partenariat entre l'Ukraine et la Fédération de Russie.* La Russie a enfreint les normes prévues par cette Convention pour le règlement pacifique des conflits, non-application de la force, non-intervention dans les affaires intérieures.

3.2. Au lieu de prendre les devants par rapport au conflit, l'Ouest réagit toujours post factum.

Les chefs des pays occidentaux appellent la Russie à arrêter l'agression et à ne pas déstabiliser la situation en Ukraine. Ces appels sont sûrement insuffisants pour éviter le conflit. Dans ce contexte-là, le sénateur russe Oleg Panteleyev a fait clairement comprendre que l'Ouest n'a qu'à accepter tout ce que la Russie fait en Ukraine. **« Il ne faut pas faire attention quand quelqu'un montre son petit poing. Pendant dix ans j'ai été membre de l'APCE. On y a tout vu, on a déjà entendu des accusations par rapport à la Tchétchénie, à Beslan et à l'Ossétie du Sud. Vous savez - ils auront un entretien et ils oublieront »**²⁵, a dit le sénateur. En fait il a avoué qu'en Ukraine s'est développé le

²⁵ <http://www.unian.ua/politics/891623-rosiyskiy-senator-pro-mijnarodnu-reaktsiyu-na-vvedennya-viysk-v-ukrainu-pogovoryat-i-perestanut.html>

même scénario, que la Russie avait utilisé dans d'autres zones de conflit de l'espace post-Soviétique.

Lorsque des militaires « inconnus » occupaient le territoire entier de la Crimée (les soldats n'avaient pas de signe d'identification), les pays occidentaux ne se pressaient pas de reconnaître que c'étaient bien des troupes russes, puisque la Russie n'avait pas officiellement admis ce fait-là. Le manque d'action et la réaction passive de la part de la communauté internationale permettent à la Russie de prendre des mesures plus décisives et mettent l'Ukraine dans une situation sans issue.

En raison de leurs propres intérêts économiques, pendant des années, les gouvernements des états démocratiques ferment les yeux aux violations des Droits de l'Homme dans des pays antidémocratiques, ce qui laisse les mains libres aux autocrates. **Les états européens, eux aussi, sont indirectement responsables de l'invasion militaire des troupes russes en Ukraine car l'armée du gouvernement autoritaire de la Fédération de Russie utilise des armes provenant de ces pays-là.** En particulier, on a remarqué des véhicules blindés italiens IVECO LMV M65²⁶ dans les rues de Simferopol. Les unités du Ministère de la Défense de l'Ukraine ne sont pas équipées de ce matériel, donc il peut appartenir uniquement aux forces militaires de la FR. Prenant en considération les derniers événements, les pays occidentaux devraient réexaminer les contrats de vente signés avec l'armée russe. En particulier, il est question de l'acquisition par la FR des navires de guerre français du type « Mistral ». D'après ce contrat, la France doit construire deux navires pour la Russie. Le premier doit être mis en utilisation en 2015, le second (nommé « Sébastopol ») – en 2016²⁷.

La Fédération de Russie ne reconnaît pas le nouveau pouvoir en Ukraine et n'a pas envie de perdre son contrôle politique et économique en Ukraine. Cela constituerait la vraie raison de l'agression militaire. La Russie a déclaré la guerre au moment où l'Ukraine s'était retrouvée dans une période de transition en composant un nouveau gouvernement. La Russie n'apprécie pas que les élites ukrainiennes actuelles, qui choisissent l'intégration européenne, ne soient plus sous son contrôle. Les pays européens et les Etats-Unis ont reconnu le nouveau pouvoir et ont exprimé la volonté de soutenir financièrement l'Ukraine. C'est à ce moment-là qu'a commencé l'intervention militaire des troupes russes.

La victoire de la révolution démocratique en Ukraine met en danger le régime autoritaire russe. C'est bien cela qui pousse le gouvernement de la Russie à prendre les devants et à continuer à déstabiliser la situation en Ukraine, à essayer de mettre sous sa juridiction le territoire ukrainien le plus grand possible. Le Parlement russe est en train d'examiner un projet de loi qui devrait simplifier la procédure de la réception de nouveaux sujets à la Fédération de Russie. Dans les régions du Centre et du Sud de l'Ukraine il y a eu des manifestations de plusieurs milliers de personnes (Odessa, Dniepropetovsk, Vinnitsa, Kiev) contre l'occupation russe.

Pour le moment, les Etats-Unis, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Grande-Bretagne ont suspendu la préparation au Sommet de G-8 à Sotchi en juin 2014²⁸ en réaction aux actes d'agression de la Russie. Il est évident que l'ouest doit passer des menaces aux actes pour éviter le carnage et des victimes humaines :

- Immédiatement mettre en place des sanctions économiques contre V.Poutine, sa famille, oligarchs, qui soutiennent le régime, et également contre tous les députés, qui ont voté pour l'intervention militaire en Ukraine.

²⁶ <http://uainfo.org/yandex/285112-v-krymu-rossiyane-ispolzuyut-novye-bronemashiny.html>

²⁷ http://ria.ru/defense_safety/20130618/944048769.html

²⁸ <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/03/02/g-7-leaders-statement>

- Exclure la Russie du G7, du G20, de l'OSCE (Organisation pour sécurité et coopération en Europe), d'Interpol, la priver du droit de vote dans le Conseil de sécurité des Nations Unies et d'autres organismes internationaux, ce qui mènerait à son isolement géopolitique.
- Chaque pays de la communauté internationale doit désapprouver catégoriquement les actions de Poutine en Ukraine.
- Les signataires du Mémorandum de Budapest doivent assurer la sécurité de l'Ukraine.
- Dans un délai de temps le plus court, signer l'Accord entre l'Union européenne et l'Ukraine.
- Assurer la présence des missions de l'ONU, de l'OSCE et de l'OTAN en Ukraine pour stabiliser la situation.

Pour plus d'informations adressez-vous à :
Lyudmyla Kozlovska, Fondation "Dialogue Ouvert"

lyudmylakozylovska@odfoundation.eu